



## Classement de la Réserve Naturelle Régionale de la ferme de la Chauffetière

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 332-1 à L. 332-27, R.332-30 à R.332-48 et R.332-68 à R. 332-81

**VU** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

**VU** le décret n°2005-491 du 18 mai 2005 relatif aux réserves naturelles

**VU** la délibération du Conseil régional des 26 et 27 janvier 2006 relative aux réserves naturelles régionales

**VU** la délibération du Conseil régional des 22 et 23 janvier 2007 donnant délégation à la Commission permanente pour la création de Réserves Naturelles Régionales

**VU** le courrier de Monsieur Aubry en date du 5 janvier 2005 demandant le classement en réserve naturelle régionale des parcelles dont il est propriétaire

**VU** l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 1<sup>er</sup> juillet 2008 sur le classement en Réserve Naturelle Régionale de la ferme de la Chauffetière et validant son plan de gestion

**VU** les avis rendus par le Conseil Général du Maine et Loire en date du 17 octobre 2008, la Commune de Drain en date du 3 octobre 2008 et la Préfecture de Région Pays de la Loire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2008,

**CONSIDERANT** l'importance du site pour la préservation de la faune, de la flore et des paysages caractéristiques

**CONSIDERANT** la volonté du propriétaire de maintenir la valeur patrimoniale et pédagogique du site en lui garantissant un statut de protection,

**ARTICLE 1 : Dénomination et délimitation**

Sont classées en réserve naturelle régionale, sous la dénomination de «Réserve Naturelle Régionale de la ferme de la Chauffetière », les parcelles cadastrales suivantes :

**Etat parcellaire RNR ferme bocagère de la Chauffetière**

Commune	Section	Numéro	Superficie Ha	Numéro	Superficie Ha
DRAIN	C	1612	5,26	1656	0,403
		1614	0,448	1657	0,775
		1615	2,668	1658	1,873
		1641	0,725	1659	1,828
		1642	3,325	1660	0,05
		1643	0,123	1661	1,704
		1644	0,123	1662	0,913
		1645	0,05	1663	0,994
		1646	0,117	1664	0,367
		1647	0,206	1665	1,271
		1649	0,226	1667	0,417
		1650	0,168	1668	0,378
		1651	0,118	1669	0,711
		1652	2,16	1670	0,06
		1653	0,35	1671	1,327
		1654	0,549	1685	0,224
		1655	0,093	1686	0,17
				<b>TOTAL</b>	<b>30,174</b>

Soit une superficie totale de 30 hectares, 17 ares et 40 centares dans le département du Maine et Loire.

Le périmètre de la réserve naturelle régionale, reporté sur la carte IGN au 1/25 000, ainsi que les parcelles et emprises mentionnées, reportées sur le montage cadastral au 1/5 000, figurent dans l'annexe 1-1 qui fait partie intégrante de la présente délibération. Ces cartes et plans peuvent être consultés à la mairie de Drain.

**ARTICLE 2 : Durée du classement**

Ce classement est valable pour une durée de 6 ans. Le classement est renouvelable après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) et accord du Président du Conseil Régional des Pays de la Loire, sauf demande expresse présentée par le propriétaire entre trois et six mois avant l'expiration du classement.

**ARTICLE 3 : Mesures de protections**

Article 3.1 : Protection de la faune de la réserve

A l'exception des opérations de régulation ou d'éradication de la faune non indigène pouvant porter atteinte à l'équilibre écologique de la réserve, il est interdit :

- 1° D'introduire dans la réserve des animaux non domestiques quel que soit leur stade de développement ;
- 2° De porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux animaux d'espèces non domestiques ainsi qu'à leurs œufs, couvées, portées ou nids ou de les emporter hors de la réserve, sauf à des fins scientifiques autorisés par le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire après avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et du comité consultatif (sous réserve de l'application des articles suivants) ;
- 3° De troubler ou de déranger volontairement les animaux domestiques et non domestiques par quelque moyen que ce soit (sous réserve de l'application des articles suivants) ;

**Article 3.2 : Protection de la flore de la réserve**

A l'exception des opérations validées par le comité consultatif de limitation ou d'éradication des populations d'espèces pouvant porter atteinte à l'équilibre écologique de la réserve il est interdit, sous réserve de l'application de l'article précédent et des articles suivants :

- 1° D'introduire à l'intérieur de la réserve tout végétal sous quelque forme que ce soit sauf ceux prévu dans le plan de gestion (constitution de vergers, aménagement de parcelles agroforestières..) ;
- 2° De porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux non cultivés ou de les emporter en dehors de la réserve sauf à des fins d'entretien du site ou à des fins scientifiques autorisés par le Président du Conseil régional après avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et du comité consultatif.

**Article 3.3 : Exploitation forestière**

L'exploitation forestière s'exerce conformément aux opérations prévues au plan de gestion, aux opérations de mise en sécurité ou à celles à caractère sanitaire.

**Article 3.4 : Activité pastorale et agricole**

Les activités pastorales et agricoles s'exercent conformément aux opérations prévues au plan de gestion, aux conventions de gestion et/ou baux passés avec les exploitants.

Les activités agricoles interdites sont, systématiquement :

- le retournement et l'ensemencement des prairies naturelles et permanentes,
- le drainage ou la modification du système hydraulique à des fins d'assèchement,

**Article 3.5 : Activité de chasse et de pêche**

La chasse est interdite, sauf opération nécessaire de régulation ou d'éradication d'une espèce animale indigène provoquant des dégâts sur les milieux. La pêche est interdite.

**Article 3.6 : Fréquentation**

Il est rappelé que le propriétaire, dans la mesure où il réside sur le site, se réserve le droit de ne pas respecter les deux alinéas suivants à titre personnel.

- 1° La circulation et le stationnement des personnes sont interdits en dehors des activités prévues au plan de gestion ;
- 2° Le bivouac, le campement, le stationnement dans un véhicule ou remorque habitable, ou dans tout autre abri est interdit, sauf autorisation par le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire après avis du Comité Consultatif, à des fins scientifiques ou dans le cadre d'opérations de gestion de la réserve.

**Article 3.7 : Activité sportive, touristique et de loisirs**

Les activités sportives, touristiques ou de loisirs individuels, sont strictement limitées aux activités prévues au plan de gestion, en respect des dispositions de l'article 3.1. et 3.2.

Les manifestations sportives, touristiques, artistiques ou de loisirs collectives peuvent être autorisées au cas par cas par le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire après avis du Comité Consultatif, sous réserve qu'elles soient compatibles avec les mesures des articles 3.1 et 3.2.

**Article 3.8 : Animaux domestiques**

Les animaux domestiques sont interdits à l'intérieur de la réserve, à l'exception :

- 1° Des animaux de ferme ;
- 2° Des chiens qui participent à des missions de police, de recherche ou de sauvetage ;
- 3° Des chiens de berger pour les besoins pastoraux ;
- 4° Des chiens de chasse dans le cadre de battues organisées sous réserve de l'application des articles 3.1.2 et 3.5 ;

**Article 3.9 : Accès et circulation des véhicules à moteur**

L'accès et la circulation de tout véhicule à moteur sont interdits à l'intérieur de la réserve exception faite des véhicules utilisés :

- 1° pour l'entretien, la gestion, la surveillance et les études scientifiques ;
- 2° pour les activités agricoles, pastorales et forestières telles que prévues aux articles 3.3 et 3.4 ;
- 3° lors des opérations de police, de secours ou de sauvetage ;
- 4° pour les activités prévues au plan de gestion ;
- 5° dans le cadre des travaux publics ou privés selon l'article 3.10 ;

**Article 3.10 : Travaux publics et privés**

Sous réserve des dispositions de l'article L.332-9, R.332-44 et R.332-45 du code de l'environnement, les travaux publics ou privés susceptibles de modifier l'état et l'aspect des lieux sont interdits, à l'exception des travaux prévus au plan de gestion de la réserve ou ceux autorisés par le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire après avis du Comité Consultatif.

**Article 3.11 : Autres interdictions**

Il est interdit :

- 1° D'abandonner, déposer, jeter, déverser ou rejeter tout produit de quelque nature que ce soit pouvant nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du site ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;
- 2° D'abandonner, déposer, jeter, déverser ou rejeter, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, des papiers, boîtes, bouteilles, ordures, détritiques, remblais ou eaux usées de quelque nature que ce soit ;
- 3° De porter atteinte au milieu naturel en faisant des inscriptions autres que celles qui sont nécessaires à l'information du public ou aux délimitations foncières, mis en place après avis du Comité Consultatif ;
- 4° D'utiliser le feu, hormis dans le cadre de mesures d'entretien ou de gestion autorisées par le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire, après avis du Comité Consultatif et du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel.

**Article 3.12 : Publicité**

L'utilisation, à des fins publicitaires et sous quelle que forme que ce soit, de toute expression évoquant directement ou indirectement la Réserve Naturelle Régionale, à l'intérieur (conformément à l'article L. 332-14 du Code de l'environnement) ou en dehors du site, est soumise à autorisation du Président du Conseil Régional des Pays de la Loire et du propriétaire.

**ARTICLE 4 : Comité consultatif**

Conformément aux dispositions de l'article R. 332-41 du code de l'environnement, il est institué un comité consultatif de gestion de la réserve, co-présidé par le propriétaire et le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire ou son représentant. Sa composition, ses missions et ses modalités de fonctionnement sont fixées par arrêté du Président du Conseil Régional des Pays de la Loire. Ce comité a pour rôle d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues aux articles 3.1 à 3.12.

En accord avec le propriétaire, le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire confie, par voie de convention, la gestion de la réserve naturelle régionale à un gestionnaire, dont le rôle est notamment :

- De mettre en œuvre et évaluer le plan de gestion de la réserve naturelle régionale prévu à l'article 6,
- De réaliser ou de faire réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve naturelle régionale et au maintien des équilibres biologiques des habitats et de leurs populations animales et végétales,
- D'assurer l'accueil et l'information du public.

#### **ARTICLE 5 : Contrôle des prescriptions**

Le gestionnaire est également chargé de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 3 en s'appuyant sur des agents commissionnés et assermentés au titre du 2° de l'article L.332-20 du Code de l'Environnement.

D'une manière générale, les infractions à la législation relative aux réserves naturelles et dispositions de la présente délibération peuvent être constatées par tous les agents cités à l'article L.332-20.

#### **ARTICLE 6 : Plan de gestion**

La gestion de la réserve naturelle régionale se fait conformément aux objectifs et aux moyens établis dans le plan de gestion validé par la présente délibération et figurant en annexe 1- 2. Le plan de gestion constitue un document de référence, auquel se conforment toutes les opérations de gestion futures.

Les actions et travaux prévus dans ce plan de gestion ne sont pas soumis aux demandes d'autorisations prévues à l'article 3.

#### **ARTICLE 7 : Sanctions**

Les infractions aux dispositions de la présente délibération sont punies par les peines prévues aux articles L.332-22-1, L.332-25 et R.332-69 à R.332-81 du Code de l'Environnement.

#### **ARTICLE 8 : Modification des limites ou de la réglementation**

Conformément au II de l'article L.332-2 et à l'article R.332-40, toute modification des limites ou de la réglementation de la réserve naturelle régionale intervient dans les mêmes formes que celles mises en œuvre par son classement. Il en est de même pour son déclassement partiel ou total.

#### **ARTICLE 9 : Affichage sur la réserve naturelle régionale**

L'existence de la réserve naturelle régionale devra être signalée de façon apparente par la pose de panneaux aux entrées de la réserve, dans le respect de la charte graphique définie par la Région des Pays de la Loire.

#### **ARTICLE 10 : Responsabilité**

Les utilisateurs du domaine sont responsables de leur personne, des enfants et des animaux qui les accompagnent ainsi que de leurs agissements et de leurs actes envers autrui, les espèces végétales et animales ainsi que les ouvrages et le matériel présents sur le site.

#### **ARTICLE 11 : Publication et recours**

La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil Régional des Pays de la Loire.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nantes.

## ANNEXES

- Annexe 1-1 :*** - Périmètre de la Réserve Naturelle Régionale de la ferme de la Chauffetière sur carte IGN au **1/25 000**
- Plan cadastral au **1/5 000** du périmètre de la Réserve Naturelle Régionale
- Annexe 1-2 :*** - Plan de gestion de la Réserve Naturelle Régionale de la ferme de la chauffetière

Annexe 1-1



